



UNITE MIXTE INTERNATIONALE

Compte-rendu des Journées Scientifiques

24 au 28 juin 2013 – IRD Bondy

Jour 1 : *lundi 24 juin 2013* - **Structuration et fonctionnement de l'UMI**

1 - Accueil des participants et distribution des dossiers du séminaire.

- Discours d'introduction par le Pr Jean-Luc Dubois, Directeur de l'UMI Résiliences :

- Mots de bienvenue à l'ensemble des participants.
- Présentation de Magali Djédjé-Peyre, en charge de l'animation des équipes de l'UMI Résiliences. Elle revient d'une mission de deux mois auprès du CIRES de Côte d'Ivoire.
- Le Mali n'a pu être représenté à ces journées en raison de la situation politique actuelle.
- Pour l'année à venir, c'est-à-dire de juillet 2013 à juin 2014, il faudrait mettre l'accent sur la pérennisation de la structure de l'UMI (conventions, règlement intérieur, conseil d'UMI) afin de s'atteler à la mise en place d'une nouvelle équipe de direction. Celle-ci pourrait prendre le relai de la direction actuelle à la fin décembre 2014.

2 - Discours de bienvenue du Pr Mama Ouattara, co-directeur de l'UMI Résiliences :

- Grand plaisir de revoir les représentants des différentes équipes thématiques et géographiques, venant du Sénégal, Madagascar et Côte d'Ivoire.
- Nécessité de renforcer les perspectives scientifiques de chaque équipe thématique et d'entamer des collaborations entre équipes géographiques sur ces thématiques.
- La résilience devenant un concept de plus en plus vulgarisé, il devient indispensable d'affirmer le positionnement de l'UMI Résiliences et d'en faire connaître l'originalité et la cohérence scientifique.

3 - Objectifs de ces Journées Scientifiques :

- Avancer dans la structuration de l'UMI en faisant le point sur les modalités de fonctionnement et sur les conventions à mettre en œuvre, en préparant l'instauration d'un règlement intérieur et la composition du Conseil de l'UMI.
- Présenter la problématique et les recherches de l'UMI à des institutions intervenant dans le développement, notamment le MAE (Ministère des Affaires Etrangères) et l'AFD (Agence Française de Développement)
- Maintenir la dynamique de réflexion et de production collective de l'UMI sur diverses thématiques comme : la capacité de résilience, l'articulation bonheur/bien-être et souffrance, la responsabilité et l'éthique du développement, les observatoires, l'analyse factorielle, la modélisation à variables latentes, ...

- Revoir le rôle et les engagements des divers membres de l'UMI dans les réalisations et la perspective de chacune des équipes
- Discuter des forces et faiblesses de l'UMI : productivité d'ensemble, capacité d'innovation, visibilité et reconnaissance, accès aux financements, lancement de projets, besoins en personnel divers, etc.

4 - Présentations:

● Présentation de chacun des participants. Malgré une certaine multidisciplinarité, il y a dans l'UMI, une forte majorité d'économistes et de géographes. Si l'on veut améliorer cette multidisciplinarité pour nos approches réflexives, il faut songer à collaborer plus étroitement avec des sociologues, anthropologues ou psychologues, des philosophes et des chercheurs en sciences politiques, mais aussi en sciences environnementales, voire physique.

5 - Discussion sur les modalités de fonctionnement :

● Constitution d'une équipe administrative et d'animation :

- Une équipe administrative et d'animation se met en place dans chacun des pays concernés
- La mise en place des conventions de co-tutelle et de partenariat scientifique.
- Une convention de cotutelle avec le CIRES a été signée. Des conventions de partenariat entre l'UMI et les autres structures participantes sont à établir :

Côte d'Ivoire : signée

Sénégal : septembre

Madagascar : en octobre - novembre

✓ Synthèse en Côte d'Ivoire avec une proposition à élaborer pour le Conseil d'UMI : en décembre.

pour permettre à chacun des membres des institutions signataires d'avoir les mêmes droits et de participer aux décisions collectives d'orientation de l'UMI. La liste des membres de l'UMI et des chercheurs associés sera révisable chaque année. Les membres des différentes équipes sont, de fait, membres de l'Assemblée Générale de l'UMI Résiliences et éligibles à son conseil.

- Formation pour les membres de l'UMI à l'accès aux ressources documentaires et à la base IRD « Horizon »

● Le montage des projets :

- L'UMI a besoin de monter des projets rassembleurs autour de thématiques communes qui permettent de réunir des membres des diverses équipes, (projets européens, UEMOA...).

● La construction du site internet de l'UMI Résiliences

- Il devient nécessaire de mettre en place un moyen d'information et de partage sur les activités et réalisations des différentes équipes.

● Présentation de l'UMI Résiliences sur l'annuaire 2013 des Unités de Recherche IRD

✓ Les questions budgétaires :

Le budget est complexe à élaborer, avec des financements difficiles à obtenir et aux montants pas toujours prévisibles. Une multiplicité de sources sont à solliciter pour tenter de couvrir les besoins : crédits de soutien au fonctionnement, crédits incitatifs, crédits des PPR, financement ATS, financement de personnel, bourses diverses, missions de longue durée, financement sur projets.

Le montant global issu de toutes ces sources s'est élevé en 2012 à environ 120.000 euros, pour 2013 on prévoit d'atteindre un montant global de 100.000€ incluant les financements des projets.

Ceci ouvre à la réflexion l'idée de décentraliser les allocations budgétaires selon les équipes géographiques. Une idée propre à l'UMI depuis ses débuts (cf. document de projet). Les coûts par équipe s'élèvent en moyenne entre 7 et 8 000€/an, comprenant le fonctionnement, les déplacements, etc..

Le budget de soutien (part chercheur) est de 36 000€ pour 2012 et 46 000€ pour 2013. Il est utilisé pour :

- le fonctionnement et l'appui aux événements majeurs de l'UMI, les journées scientifiques, l'organisation et la participation aux colloques (Abidjan sur la résilience, HDCA, IDEA...) et

- des formations diverses : bourses, séminaires, ateliers

- le fonctionnement courant (photocopieurs, papier, petit matériel...). 15 000€ en 2012, autant en 2013.

- le financement de personnel local

- les crédits incitatifs : soit 18 000 € en 2012 et 9 000 € en 2013.

- les financements issus des Programmes Pilotes Régionaux (PPR) :

- SREC (Sénégal) : 6 000 € en 2012, 5 000 € en 2013

- POLMAF (Côte d'Ivoire) : 10 000 € en 2012, 5 500 € en 2013

- PAREGO pour Madagascar : 2 500 € en 2012

- les financements ATS : 2012, 14 000 € (formation sur les observatoires de Mbour). 2013, 8 000 € (formation en géomatique et systèmes d'information géographique à Ouagadougou)

- D'autres possibilités de financement sont envisageables :

- Les financements JEAI (Jeunes Equipes Associées Internationales).

- Les financements PEERS échanges entre professeurs, par jumelage entre universités

- Les bourses IRD

- Bourses de thèse

- Bourses de recherche

- Les financements sur projets incluent,

- 20 000 € en 2012, le projet VUPOL (I. Droy : 9 000 €), le projet UEMOA (P. Morand : 11 000 €)

- 19 000 € en 2013, le projet PCTI de Dakar (J. Quensière : 9 000 €), projet SAFSE (I. Droy : 3 000 €), le projet UEMOA (P. Morand : 7 000 €)

✓ **Les MLD (missions de longue durée) et les expatriations :**

Les MLD et les expatriations correspondent aussi à des allocations budgétaires implicites pour l'UMI même si, de fait, elles ne sont pas comptabilisées dans le budget courant

Si les UMI permettent d'organiser des MLD Nord-Sud et Sud-Nord, on pourrait tout aussi bien d'envisager la possibilité de MLD Sud-Sud dans le cadre du programme de travail commun.

Les MLD obtenues : 3 en 2012, 4 en 2013, 2 demandes en 2014

Expatriations : 2 en 2012, 3 en 2013, 1 demande en 2014

✓ **Concernant les doctorants :**

- Établir la liste de tous les doctorants de l'UMI,
- Informer et préparer les demandes de bourses disponibles,
- Organisation de doctoriales au sein de l'UMI,

-
- ✓ Intervention d'Emmanuelle Aldebert, responsable de la bibliothèque à Bondy : Proposition de programmer des modules de formation sur l'utilisation de base de documentation sur les sites de l'UMI.

Jour 2 : mardi 25 juin 2013 - Questions de résilience avec le MAE

1 - Introduction

● Discours de Dr Sarah Marniesse, chargée de mission auprès du Directeur Général de la Mondialisation au MAE :

Le MAE a mis en place un groupe de travail sur la Résilience qui se réunit tous les mois pour réfléchir sur ce concept et voir son utilité dans le cadre de politiques de développement. Le produit de ces réflexions sera synthétisé dans un ouvrage qui présentera la vision française sur cette question.

● Tour de table : brève présentation de chacun des participants.

2 - Présentation de l'équipe sénégalaise : « Vulnérabilité et résilience des milieux et sociétés des littoraux ouest africains »

- *Le questionnement scientifique (Pr Alioune Kane): comment les effets combinés de la mondialisation et des changements environnementaux affectent les inégalités d'accès aux ressources naturelles et aux services éco-systémiques ?*

L'analyse de la résilience s'effectue en considérant la réaction des systèmes écologiques et sociaux face aux dégradations de l'environnement et aux pressions qui engendrent et influent sur les inégalités.

- *Articulation des concepts de vulnérabilité et de résilience (Dr Diatou Thiaw).*

Sujet : Adaptation au changement climatique. Suivi environnemental et social de l'utilisation de l'espace et des ressources dans la commune de Mbour.

Analyse de la résilience : suivi environnemental et social des usages. Politiques et grandes orientations pour la gestion et la prévention des catastrophes, étude de cas concernant les activités de transformation à Sally.

- *Origine humaine d'une instabilité chronique engendrant vulnérabilité morphologique et socio-environnementale : l'exemple de l'estuaire du Sénégal (Dr Awa Niang-Fall).*

Ouverture d'une brèche dans le littoral qui est devenue de plus en plus large sur 10 ans. L'origine du choc est, dans ce cas, proprement humaine, et pas d'ordre climatique. L'eau douce a été tarie dans la zone imposant aux populations de s'approvisionner à plusieurs kilomètres de là.

Question de recherche : peut-on dans un tel contexte parler de résilience de la part de ces communautés ?

- *Bassins côtiers du Centre Ouest du Sénégal : vulnérabilités des milieux et des sociétés (Dr Anastasie Mendy)*

Le déficit pluviométrique dans les petits bassins versants se traduit par une pénétration des eaux marines à l'intérieur du continent et une pollution des ressources naturelles. La population continue pourtant de valoriser individuellement les ressources en eau. Or cela a abouti, de fait, à une dégradation plus forte de l'environnement.

S'agit-il réellement de résilience lorsqu'on examine les formes actuelles de réaction observées : aménagements hydroagricoles, valorisation agricole des vallées humides, augmentation du revenu ?

● Discussion :

- ✓ Faute de mieux, la population est obligée de se lancer dans l'exploitation du sel pour en tirer des revenus. Mais cela reste quand même un signe de dégradation de l'environnement.
- ✓ Il y a un continuum d'options après un choc. La population n'a parfois que le choix entre partir ou mourir. Dans ces situations on peut bien parler de « choc ».
- ✓ Dans quelle mesure la notion de liberté de choix rentre dans la définition de la résilience ? Est-ce que ce serait de la résilience si la population choisissait de quitter l'endroit ?
- ✓ Autre point important : les effets pervers des politiques mises en œuvre.

3 - Présentation de l'équipe malgache : « Regards malgaches sur le choc et la résilience »

3 angles d'approche possibles : économique, culturel et politique.

Le but de la réflexion : revisiter les définitions du choc et de la résilience dans le contexte malgache

De quelle résilience parle-t-on dans le cas de Madagascar ? Et ce pour la reprise de quelle tendance ? Alors que le PIB n'a cessé de régresser depuis une quarantaine d'années.

Il existe une relation entre les régimes politiques mis en œuvre au fil des ans et l'évolution du PIB qui chute brusquement à chaque crise, alors que la croissance commençait à repartir (voir courbe graphique de l'exposé).

La population a néanmoins une capacité de lutte pour la survie. Cela correspond donc à la résilience des métaux.

La résilience malgache est surtout caractérisée par l'auto-subsistance, une organisation verticale des unités de production, la prolifération du secteur informel, une forte mobilisation du capital social, une faible résilience en termes culturels.

Une piste peut être proposée pour renforcer la résilience malgache : retrouver les recettes de sagesse et de bonheur des ancêtres pour vivre dans le respect de soi et des autres.

● Discussion :

- ✓ Il serait intéressant de creuser pourquoi une nouvelle crise a lieu chaque fois que le pays commence à « rebondir ». Quels sont alors les facteurs de résilience et comment sont-ils de nouveaux contraints par les crises qui suivent ?
- ✓ Il y a 2 possibilités pour mesurer le rôle du capital social : une analyse des origines des moyens (matériels, financiers et humains) mobilisés par les ménages dans leur stratégie de résilience ou de survie ; et une analyse de la participation à la vie communautaire et de l'investissement effectué dans le maintien des relations sociales.
- ✓ Les manifestations de résilience des populations face au choc climatique : mobilisation de la communauté pour les premiers secours et la reconstruction des habitations ; mise en œuvre de stratégies alimentaires : préservation du stock en aliments de base, recours à certains aliments de substitution adaptés à la période cyclonique, etc.

4 - Présentation de l'équipe ivoirienne : « Regards croisés sur la résilience exposé de cadrage

Choix de définition possible : il existe un spectre de résilience qui part de la résilience faible à la résilience forte. Ce spectre peut être décrit en termes de souffrance, de résistance, de rupture, de capacité d'adaptation, de rebondissement, etc.

Essai d'application : analyse par croisement de la vulnérabilité et de la résilience. Différents exemples correspondent aux 4 quadrants qui résultent de ce croisement sur un graphique.

Deux possibilités de manifestation du choc :

✓ Un environnement d'adversité lié à la succession d'évènements graves (avec effets cumulés)

✓ Un choc brutal

Illustration à travers le cas ivoirien :

✓ De 1960 à 1980 : forte cohésion sociale, peu de conflits

✓ De 1994 à 2012 : peu de cohésion sociale, beaucoup de conflits

Implications pour les politiques publiques et actions politiques :

✓ Méthodologie à mettre en œuvre : observer les comportements, mesurer les états, agir par des actions et mesures de politique et réévaluer l'ensemble.

✓ Deux types de politique sont envisageables : par intervention avant le choc (politique de précaution ou de type préventif), par intervention après le choc

● Discussion :

La crise est multiforme. Elle est, en partie, le résultat des relations complexes qui existent entre les sociétés qui se retrouvent en conflit. Une lecture historique est alors essentielle et il faut analyser comment l'État est capable, en tant qu'acteur et tuteur de résilience de formuler des politiques qui dépassent les enjeux conflictuels dans le sens de l'intérêt du pays tout entier.

Il y a nécessité de croiser la résilience et la vulnérabilité, même si on peut être exposé à un choc sans être pour autant vulnérable.

5 - Intervention de Christian Mullon : « La résilience et la prise en compte de la dimension temporelle »

La notion de crise introduit le temps (il y a un *ex-ante* et un *ex-post*) mais aussi la question de l'urgence et des délais Il y a un problème avec les crises qui s'enchaînent et dont les effets s'accumulent. Cultiver la résilience : c'est aussi apprendre à trouver le bon tempo pour agir de manière adéquate. D'où le slogan adopté pour les observatoires au sein de l'UMI : « *Prendre le temps de s'observer les uns les autres en train d'observer, avant d'observer les mêmes choses* ».

6 – Travail en 3 sous-groupes selon les aspects possibles de la résilience

- La gestion au quotidien des petits chocs

- Les « gros chocs »

- L'environnement institutionnel

● Intervention de Jean-Marc Châtaigner, Directeur général adjoint à la Mondialisation, MAE :

Objectif du groupe de travail sur la Résilience : la résilience est un concept très utilisé actuellement et il faut que le MAE s'intègre dans cette dynamique en proposant sa propre démarche. Le MAE est sensible à la récurrence des différents chocs en Afrique (politique, climatique, etc.). Une plus grande coordination entre les actions d'urgence et de développement est nécessaire.

L'objectif est de produire un ouvrage collectif, édité d'ici fin 2013, sur le concept de la résilience qui croise les différents regards des acteurs et dans différents secteurs. Le but est plus généralement d'avancer sur la définition d'une stratégie de développement qui intègre la dimension de la résilience.

● Discussion en sous-groupes et restitution :

Sujet 1 : La gestion au quotidien des petits chocs

✓ La définition varie selon les cas : soit le choc se répète et il est donc possible d'analyser les réactions individuelles. Cce choc peut être dû à une maladie, une perte d'emploi, etc. Il existe plusieurs niveaux d'organisation permettant de faire face à ces chocs (individuel ou collectif, administratif). Idem dans le cas des aléas naturels. Par contre, dans le cas d'une variation brutale des prix, la résilience s'analyse à travers le système d'amortissement. Il convient de réfléchir sur ceux qui encaissent les chocs : des individus, des communautés ou collectifs divers, des états... ?

✓ Quelle dynamique : s'il y a répétition du choc dans le temps, que se passe-t-il ? Renforcement des capacités de résistance au choc, apprentissage, dégradation de la situation, différence dans la capacité à traiter un choc aux niveaux individuel et collectif ? Cela soulève la question de l'information sur les chocs, de leur connaissance, et de savoir qui va se servir de l'information recueillie.

Sujet 2 : Les « gros chocs »

Plusieurs critères de définition à prendre en compte :

- Intensité, soudaineté, rapidité, amplitude, couverture géographique, cas extraordinaire, violence et sidération des personnes qui subissent le choc...

- Risques et probabilité d'un choc :

La probabilité peut être estimée dans le contexte

Le choc peut survenir mais avec probabilité très faible

Incertitude : on ne sait pas si le choc surviendra et on n'a aucune idée de la probabilité du choc

- Des capacités de résilience très différentes :

Rapidité de réaction

Incapacité de réagir

Existence de « catalyseurs » de résilience (facteurs et tuteurs)

Une résilience collective qui s'appuie sur des mécanismes tels que la religiosité

Quelles politiques peuvent répondre au choc : la collectivité locale doit être assez solide pour appuyer la population. D'où l'importance d'une capacité de fonctionnement en « mode dégradé » basée sur des fonctionnalités minimales.

- L'intervention des humanitaires : risque d'aller à l'encontre de la construction du phénomène de résilience.

Sujet 3 : « environnement institutionnel »

Comment rendre opérationnel le concept de résilience :

- En mettant en œuvre une politique générale de résilience avec les autorités, politique qui se décline en actions spécifiques pour répondre aux risques, politique qui doit être territorialisée

- Des interventions distinguées en rapport au temps : l'aide à court terme, des mesures à moyen terme. Il y a aussi des actions *ex-ante* de manière préventive. L'analyse *ex-ante* et *ex-post* s'avère très utile : car il y a difficulté à distinguer les facteurs et les effets avant et après les chocs.

- Des différences existent entre les concepts francophone et anglo-saxon : « creating resilience » chez les anglo-saxons : la résilience se crée. Dans l'approche francophone, c'est à l'issue d'un processus d'analyse et de justification que l'on peut agir ensemble : on observe la résilience.

● Synthèse des trois sujets par François Grunewald (URD) :

- ✓ Il importe de connaître les risques et d'en évaluer la probabilité : exemple du Tsunami.
- ✓ La construction des mécanismes *ex-ante* permet à la population d'être résiliente *ex-post* : cette création de conditions favorables est indispensable au processus.
- ✓ Il faut développer au minimum une capacité de fonctionner « en mode dégradé ».
- ✓ Savoir tirer les leçons des expériences vécues s'inscrit dans un enjeu de vision stratégique. Comment va-t-on construire, au sein même des mécanismes institutionnels déjà existant, un apprentissage de l'affrontement face à des chocs prévisibles ?

Jour 3 : mercredi 26 juin 2013

Ethique du développement avec l'Association FREE

1 - Introduction

Cette journée, consacrée à l'éthique du développement, est organisée par l'association FREE (Fonds pour la Recherche en Éthique Économique) qui regroupe des membres de l'UMI et d'autres chercheurs universitaires autour des questions d'éthique économique.

4 interventions.

✓ Présentation de Serge Tisseron, un des penseurs actuels de la résilience. Présentation de Gabriel Gonnet, co-auteur avec Jean-Marcel Koffi et Boris Cyrulnik de *Résilience, Cicatrices, Rébellion* (ouvrage et DVD, L'Harmattan 2010).

2 - Présentation : « Bonheur, bien-être, souffrance », Jérôme Ballet et François-Régis Mahieu

Notion de *bonheur* (Épicure) : le corps ne souffre pas et l'âme n'est pas perturbée. Le bonheur est propre à chaque personne. Chez J. Rawls, le bonheur est la réalisation d'un projet personnel et rationnel.

Le *bien-être* est beaucoup plus objectif que le bonheur. Il correspond à des standards de vie et est assimilé à la « life satisfaction ». Il faut donc chercher les conséquences d'un certain nombre de facteurs sur la « life satisfaction ».

Résilience et souffrance :

- Résilience : c'est la récupération des capacités, l'auto guérison.
- La souffrance pose le problème de la *dignité* et de *l'estime de soi*.

Dignité et estime de soi exprime la valeur d'une personne. C'est aussi sa capacité à s'auto-contraindre. D'où la notion de *responsabilité*. La résilience est très liée à la responsabilité par rapport à soi-même et par rapport aux autres (responsabilité *a priori*).

Responsabilité et crime économique :

- La responsabilité des économistes est liée à un problème de choix.
- Le « crime économique » s'exprime à travers le non-respect de règles.

Il est lié à la notion d'optimum de souffrance.

● Discussion :

En anthropologie, l'analyse de la souffrance se fait surtout dans le cadre des droits de l'homme. L'économie s'oriente plutôt vers la responsabilité dans l'analyse de la souffrance, l'augmentation du bien-être n'assurant pas une

diminution de la souffrance. La diminution de la souffrance en tant qu'obligation parfaite (Kant) soulève la question de la priorité entre les droits et les obligations. Il y a une dimension de prévention dans la préparation de la personne à surmonter sa souffrance. F.-R. Mahieu et J. Ballet font ainsi une synthèse entre les approches de P. Ricœur et de S. Freud. Car les modèles de Freud peuvent être revus de manière économique. Il y a des problèmes d'ordre informationnel autour de la souffrance. Les causes de la souffrance peuvent être observées. De même, on doit rechercher la cause du traumatisme initial chez Freud. Distinction claire entre souffrance et douleur même si on peut rechercher une causalité entre elles. La douleur appelle le soin. La souffrance appelle la plainte.

3 - Présentation : « La mesure de la responsabilité : indicateur de méta-capabilités au Mexique », Teresa Herrera (économiste) et Mathias Nebel (philosophe et théologien)

Ces auteurs montent, avec l'UMI, un projet de mesure des capacités.

Objectif et importance de la recherche :

- Créer un indicateur de méta-capabilités qui exprime la qualité de l'agencéité (ou capacité d'acteur) d'une population donnée dans sa relation au travail.
- Fournir, pour cet indicateur, une base théorique, les méthodes et moyens statistiques, et le cadre analytique.
- Evaluer cet indicateur grâce à l'appui de l'INEGI, Instituto Nacional de Estadística y Geografía, du Mexique.

Mesure des composantes de l'agencéité :

- Responsabilité postérieure (R1) : responsabilité de ses actes (a posteriori, *ex-post*).
- Responsabilité antérieure (R2) : celle-ci vise l'autonomie du sujet. C'est la capacité à s'engager pour le futur (a priori, *ex-ante*).
- Responsabilité pour autrui (R3) : influence de Levinas. C'est la responsabilité qui surgit du fait qu'autrui me précède et cela me lie à lui.

Méthodologie analytique :

- Analyse des responsabilités des travailleurs dans les entreprises :
- Niveau de responsabilité (RF) que le milieu où ils travaillent exige d'eux
- Niveau de responsabilité (RL) dont ils font effectivement preuve à leur travail
- Recoupement de plusieurs « fuzzy-sets » où le degré de responsabilité varie entre 0 et 1, en référence à la théorie des ensembles flous (Zadeh).
- Croisement des responsabilités imposées par l'entreprise et de celles vues par les travailleurs. La responsabilité maximale se trouve être au centre, c'est-à-dire au croisement de ces deux points de vue (graphique).

Enquêtes et questionnaires :

- Application à la population en âge de travailler, à partir de 12 ans au Mexique.
- Population semi-urbaine pour les 32 Etats du Mexique, donc avec des cultures très différentes.
- Référence aux enquêtes INEGI, notamment ENCO (conditions de vie : 2 336 ménages) et ENGASTO (dépenses ménages) :
- Une enquête pilote concernant 1 700 ménages
- Un petit module test à appliquer sur 100 ménages

- Évaluation des dimensions de la responsabilité RF à partir du module d'enquête de 12 questions
- Construction d'un indicateur synthétique de responsabilité

Détermination des pondérations pour agréger les différentes dimensions, plusieurs voies possibles :

- Pondérations égales (IDH)
- Analyse factorielle (Indice multidimensionnelle de pauvreté)
- Interviews sur les priorités et méthodes de scoring
- Développement du cadre interprétatif de cet indicateur
- Pertinence pour la mesure du développement économique
- Lien avec les politiques publiques
- Pertinence éthique de cet indicateur

● Discussion :

Si l'on considère une population de 12 ans et plus, il faut distinguer les tranches d'âge parce que les facteurs d'influence sont très différents pour chaque tranche d'âge. Le but est de voir apparaître les entreprises les plus résilientes. Cependant cela reste plus une mesure de la capacité des entreprises à renforcer l'autonomie de leur personnel (ou à l'inverse de dépendre plus de la direction) que de la créativité de l'entreprise. Certaines entreprises ne peuvent bien fonctionner que si certaines personnes se sacrifient. Il faut approfondir cette dimension de la responsabilité pour autrui où des personnes prennent sur eux la toxicité du travail pour que l'entreprise soit plus résiliente. Sachant que 30% seulement du secteur économique au Mexique est formel et 50% informel, l'enquête permettra de faire ressortir la mise en pratique de la loi. Quelle relation y-a-t-il entre les variables ? Il existe une littérature basée sur la logique déontique (droits et obligations) et une littérature basée sur la logique économique habituelle. Les différentes dimensions de la responsabilité, incluant la dimension temporelle, font que cela peut devenir assez compliqué. Il faudra se reporter à la littérature existante.

L'enquête est menée par l'INEGI. Le questionnaire est rempli par un enquêté sans assistance. Le temps de remplissage est de 7 à 8 mn. Responsabilité par l'acteur social (ou agent) de la transmission des normes aux autres, notamment à d'autres générations. L'idée de responsabilité individuelle glisse alors vers la notion de responsabilité sociale. Et le questionnaire ne répond pas bien à cette question, mais il permet de confirmer l'existence d'un lien social.

3 - Présentation de Catherine Panter-Brick, professeur à l'Université de Yale, Etats-Unis : « Résilience, société et culture : le cas de l'Afghanistan »

Certains des membres de l'UMI ont travaillé sur l'Afghanistan, contribuant à l'ouvrage de Jean-François Trani (ed.) *Development Efforts in Afghanistan: Is there a Will and a Way?* (L'Harmattan, collection Ethique Economique dirigée par F.R. Mahieu)

Le contexte en Afghanistan : un pays soumis à la guerre.

Analyse de la résilience du point de vue de la société et de la culture. L'étude est longitudinale, sur 4 ans.

1^{ère} enquête : santé des enfants. 3 000 interviews avec les enfants, 3 000 interviews sur les parents. Les résultats de l'enquête ne mettent pas en exergue la souffrance mais l'espérance. C'est plus la violence sociale qui traumatise la population et a des conséquences sur la santé mentale.

L'analyse de la résilience consiste à identifier les basculements entre souffrance et résilience. Chaque basculement est différent de culture en culture. La culture est une porte d'entrée permettant d'analyser la résilience : "Culture is the perhaps most neglected of topics in the study of risk and resilience". Cela implique de voir ce qui est normatif dans la culture. Passage de la recherche à l'intervention : la socialisation des enfants, les moyens de réduire la violence autour de la famille.

● Discussion :

Opérationnalisation : en Afghanistan, on donne la parole aux jeunes : on produit ainsi des « soap-opera », séries télévisées où les jeunes parlent de leur vie. Cela permet de changer la vision sur la violence. Il ne s'agit pas de modifier la culture de la famille, mais d'éduquer les jeunes d'où la difficulté à trouver une formule qui respecte à la fois les droits de l'homme et la culture afghane. Si la cohésion sociale dépend de l'honneur de la famille, dans le cas de l'Afghanistan, elle ne renforcera pas forcément la résilience. La signification de la résilience, à l'issue de cette étude, est la « capacité à retrouver la dignité ».

4 - Présentation « Résilience et capital social : le cas des universités de Côte d'Ivoire » par Alice Kouadio-Odounfa

Contexte :

- Enseignement supérieur : 1% du PIB, 5,1% des recettes intérieures, 17,6% du budget de l'éducation

- 735 étudiants pour 100 000 habitants en 2009.

- Domaines d'études (données 2009) : répartition des élèves dans les universités publiques, privées, grandes écoles publiques et privées

Justification de la recherche :

- 1962-1992 : une seule université publique

- 1960-1980 : croissance économique

- décennies de crises ensuite jusqu'en 2011.

Caractéristiques des crises et réponses du système, politiques de l'enseignement.

Conséquences de ces crises :

- Effectifs pléthoriques, budgets de fonctionnement insuffisants, manque d'enseignants et d'équipements adéquats.

- Plusieurs cohortes de générations d'étudiants en retard de formation.

- Déterminants de la résilience et impact du capital social : l'éducation contribue au retour à la normalité (Johnson et Ali).

Test sur 400 étudiants en 2012 à Bouaké : la résilience des étudiants est forte, 62%. 65% des étudiants ont été victimes d'au moins une des actions de la crise.

Facteurs de la résilience : aspect multifactoriel basé sur l'interaction entre l'individu et l'environnement. 3 niveaux d'analyse : micro, meso, macro.

- Perspectives : l'école contribue à la reconstruction sociale, avec l'aide de tuteurs de résilience. Les universités ne peuvent amorcer un départ nouveau que si toutes les parties prenantes s'approprient le concept. La recherche scientifique doit être un catalyseur.

- Projet : analyser la contribution du capital social, du capital humain et de la résilience à la croissance de pays en reconstruction et développement comme la Côte d'Ivoire.

● Discussion :

Le nombre d'enseignants n'est pas « insuffisant ». La question est plutôt pourquoi cette communauté a disparu. Déchirement de la communauté ? Dégradation du capital social ? Voir aussi le nombre d'étudiants ivoiriens qui sont partis faire leurs études à l'étranger. Ceux qui ont les moyens ont réussi à contourner la crise. Le déchirement a eu lieu à la fois sur le plan ethnique, social, etc. Il a atteint les deux générations en même temps, celle des enseignants et celle des étudiants. Dans le cadre de la reconstruction, est-ce qu'il y a une réflexion sur les objectifs des formations et une amélioration de celles-ci de manière à répondre plus efficacement à l'offre en matière d'emploi ? Plus généralement, quel système de résilience permettrait de sauver les universités d'Afrique de l'Ouest ?

Jour 4 : jeudi 27 juin 2013

Échanges équipes thématiques et géographiques

1 - Introduction

Première journée consacré à la présentation des travaux, réalisations et perspectives des équipes thématiques et géographiques. Le matin présentation de l'équipe « ». L'après-midi présentation de l'équipe ivoirienne qui met l'accent sur la thématique « Valeurs et normes éthiques ».

2 - Approches méthodologiques et instruments d'analyse (Christian Mullon et Abibatou Diop-Boaré) : les modèles structurels à variables latentes

On va, de manière classique, estimer les équations d'un modèle causal formé de diverses relations structurelles entre des variables expliquées (ou endogènes) et des variables explicatives (ou exogènes). On s'appuie pour cela sur des données d'enquête. On opère cependant une distinction entre des variables manifestes et des variables latentes. Les premières sont directement observables (on les retrouve dans les différentes questions d'un questionnaire). Elles peuvent cependant être regroupées en thématique au sein du questionnaire qui exprime les conditions de vie, la capacité de rebond, la responsabilité, l'éducation. Les variables latentes retracent ces thématiques en résumant de façon univoque les blocs de variables manifestes qui les caractérisent. Par analyse de régression sur les variables expliquées, on va estimer les coefficients ou indicateurs qui caractérisent ces variables latentes. L'analyse factorielle en donne un exemple concret, les axes factoriels pouvant être considérés comme des variables latentes. Ainsi, par exemple, pour répondre à la question : « quels sont les facteurs qui expliquent la résilience d'un pays ? », on va rechercher et construire le modèle causal le plus explicatif qui va relier diverses variables latentes entre elles : la résilience des individus est-elle fonction de leur vulnérabilité qui elle-même peut-être fonction des valeurs partagées et des territoires occupés ? Ou bien la résilience au niveau collectif est-elle fonction de la cohésion sociale qui elle-même serait fonction des inégalités ressenties et des valeurs traditionnelles partagées ? Chaque variable latente s'exprimant par un bloc de variables manifestes.

3 - La formation sur les observatoires de la vulnérabilité sociale et environnementale

Le premier atelier de formation s'est tenu au centre IRD de Mbour, Sénégal, du 3 au 12 mars 2012 regroupant 22 participants de l'ensemble des équipes. L'accent avait été mis sur deux thématiques : d'une part, les difficultés de l'accès à l'eau potable pour les populations et d'autre part, la fragilité de la pêche traditionnelle et des conditions de vie des communautés qui en dépendent.

Un deuxième atelier est envisagé à Ampefy, région d'Itasy, Madagascar, mettant l'accent sur les questions foncières et la filière d'exploitation de la soie naturelle. Prévu pour la fin 2013, il est actuellement en recherche de financement. Un manuel reprenant les acquis de ces deux formations est en cours d'élaboration

4 - Réfléchir à un projet collectif.

On pourrait envisager de construire un projet autour de la question : « Qu'est-ce qui fait qu'un pays s'enfonce dans des crises successives ou arrive à s'en sortir et à retrouver des chemins de développement durable ? Demande de rechercher des bases de données générales sur plusieurs pays, une cinquantaine, qualifier ceux qui sont en crise et rechercher les facteurs explicatifs de la situation. Construire sur cette base un modèle structurel correspondant au niveau pays (variables latentes) en utilisant des données au niveau ménages (variables manifestes, bloc de variables) et le tester sur nos pays propres.

5 - Présentation : Équipe ivoirienne « Valeurs et normes éthiques »

- Prochain grande étape, la réalisation du colloque d'Abidjan, les 4 et 5 décembre 2013. Le quatrième de la série, avec pour titre : « Résiliences : du concept aux politiques ». Les demandes de financement sont en cours. L'annonce et l'appel à communication est en préparation

- Présentation des sujets de thèse des doctorants basés au CIRES.

- Quelques contraintes :

Difficulté à mobiliser toutes les ressources financières et humaines.

Interaction encore faible avec les autres équipes de l'UMI.

● Discussion :

Prévoir des réunions en visioconférence plus régulièrement et sur des thématiques bien précises.

Travailler sur des axes fédérateurs qui concernent les travaux de deux ou trois équipes pour promouvoir l'interaction entre les équipes.

Organiser des séminaires méthodologiques plus élaborés en visioconférence.

Le réalisateur Gabriel Gonnet serait prêt à travailler plus étroitement avec l'équipe UMI sur les capacités des populations, le capital social et le fait collectif (action participative, empowerment). On peut envisager de concevoir un film sur les différentes formes de résilience dans les pays, et sur d'autres sujets également.

6 - Visioconférence avec Sylvain Robert, en charge des expertises collégiales à l'IRD Marseille.

L'équipe monte avec lui un projet d'expertise collégiale en Côte d'Ivoire. Le travail porte sur les thématiques de la vulnérabilité, la cohésion et la résilience.

Voir quelle démarche adopter pour démarrer le projet : vers la Primature ? Vers le D.G. de la recherche ? Le secteur de la justice ? La gouvernance et la culture peuvent-elles constituer une porte d'entrée ?

2 secteurs du C2D pourraient accueillir favorablement le projet : la Justice et le Plan. La Ministre des Finances que pense-t-elle de la demande de financement par le C2D. Pourrait-elle appuyer l'approche auprès de ces deux structures ?

Jour 5 : vendredi 28 juin 2013

Échanges équipes thématiques et géographiques

1 - Introduction

Deuxième jour consacré à la présentation des travaux, réalisations et perspectives des équipes thématiques et géographiques.

2 - Présentation : Équipe malgache « Développement socialement durable »

- Études réalisées et en cours : rappel et présentation des résultats préliminaires

- Communication présentée : « Regards malgaches sur la résilience »

- Enquête sur la pauvreté et la vulnérabilité urbaine dans le Fokontany de Manarintsoa, financement IRD.

- Enquête sur la filière soie (EQISOI), financement du PPR PAREGO.

- Étude sur la résilience des entreprises avec la crise 2009, à partir de mémoires de Master de l'Université d'Antananarivo.

- Rappel des différentes thèses en cours.

- Présentation du SISAV (Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et la Vulnérabilité) comme exemple d'observatoire de la réduction des risques et catastrophes. Ce dispositif remplit une fonction d'aide à la décision : coordination des actions à mener au niveau des organismes d'appui.

Site pilote : Région Sud-Est.

Principe : système léger et simple accepté par tous les acteurs.

30 Communes représentatives sur les 90 Communes existantes dans la Région.

3 phases de collecte (continue sur toute l'année, pendant, après les aléas) correspondant aux trois phases de la réduction des risques et catastrophes (phase normale, phase d'intervention/d'urgence, phase de relèvement).

Méthodologie : une dizaine d'indicateurs dans chaque questionnaire. Collecte par simple observation par 1 releveur d'information par commune (pas d'enquête ménage proprement dite). Envoi des données codées par SMS. Traitement et analyse des données par le CITE. Système de notation de la vulnérabilité des Communes avec pondération. Cartographie du classement des Communes selon le niveau de vulnérabilité et analyse simplifiée des résultats par rubrique.

Système de validation assez solide (en 3 étapes) pour assurer la qualité des informations.

- Perspectives :

Exploitation des données, recherche et montage de projets.

Valorisation des recherches déjà effectuées.

Publications : participation aux ouvrages collectifs (sur la résilience, etc.).

Mise en place de la JEAI SAVOIRS (Jeune Equipe Associée IRD) avec le CEPED.

Renforcement des partenariats : ateliers de concertation et de réflexion

Co-organisation de la formation sur les Observatoires : voir les dates pour début ou mi-novembre. Incertitude par rapport au financement pour l'instant. Une première approche pour des financements locaux a été entamée. Le dossier ATS est aussi en cours de préparation.

● Discussion :

Préciser le coût du SISAV (voir avec Christian Mullon). Idem pour les ressources humaines.

Possibilité d'utiliser des variables observées et des variables latentes.

Voir les différences de comportement par commune durant la phase après les aléas.

Ce dispositif peut aider à définir ce qu'on appelle catastrophe (description du choc).

Voir les possibilités de produire des informations plus fournies, à travers le SISAV, par rapport au climat pour mieux alerter les partenaires.

Possibilité de faire le lien entre la RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) et le travail sur la résilience des entreprises dans le cadre du CITE.

3 - Présentation : Équipe sénégalaise « Vulnérabilités des milieux et des sociétés »

- Présentation de l'équipe, des travaux et réalisations :
- Participation aux colloques internationaux (Abidjan, Chine), locaux (Africités)
- Financements de projets (PPR SREC, Arene PCTI, ...),
- Master GIDEL (Atelier de Mbour), encadrement des thèses, bourses du PPR SREC

- Réunions régulières au laboratoire LINUS de l'IRD-Hahn avec de nombreux visiteurs : M. Ouattara, B. Boidin et P. Robert (Université de Lille), A. Perez (Université de Rennes 1)

- Visioconférence avec Dakar : présentation des participants, présentation des travaux de recherche

- Bilan des activités de Pierre Morand en MLD : série de fins de projets et de conventions

Vulnérabilité par rapport aux politiques publiques

Recensement auprès des communautés de pêcheurs

Étude d'impact des aires marines protégées sur les communautés dépendantes des ressources halieutiques (pêcheurs et autres)

Phase de rapport et de synthèse devant aboutir à une HDR sur la vulnérabilité et l'adaptation des pêcheurs sur différentes dimensions, dans la région ouest-africaine.

4 - Prochaines activités :

- 1^{er} et 2 juillet : atelier « Plan Climat Territorial Intégré » (PCTI). L'équipe est chargée du volet vulnérabilité. But : aboutir à l'établissement d'un observatoire du climat, du changement climatique et des effets sur la région. L'équipe UMI Résiliences est en discussion avec eux sur le montage de cet observatoire.

- Cette demande s'inscrit dans le projet d'observatoire urbain. Données SIG en cours d'alimentation. Soutien probable du SCAC.

5 - Perspectives :

- Établissement de la convention de partenariat scientifique entre l'UMI Résiliences (IRD) et l'EDEQUE (UCAD)

- Plusieurs soutenances de thèse programmées ainsi que des voyages d'étude
- Les 28 et 29 novembre, organisation des Journées Scientifiques du Littoral
- En novembre, comme chaque année, Atelier de Mbour pour le master GIDEL
- Participation au colloque d'Abidjan sur « Résiliences : du concept aux politiques »

6 - Rappel des grands travaux d'écriture de l'équipe UMI Résiliences :

- Produire des documents de travail à partir des communications ou présentations Powerpoint utilisées lors des diverses conférences internationales. Ces documents de travail seront insérés dans la série des « Cahiers de FREE », sur le site internet de l'association FREE en attendant que soit installé le site de

l'UMI. Ils ont pour perspectives d'être publiés dans des revues scientifiques ou de vulgarisation.

- Deux ouvrages collectifs sont en cours d'élaboration : l'un sur la Résilience à partir des communications aux différents colloques d'Abidjan. Une partie de ces travaux conduira à un ouvrage dans la collection Éthique économique de F.-R. Mahieu (L'Harmattan), une autre partie pourra être orientée vers des revues scientifiques (Cahiers du CIREC, Éthique et économique, ...).

L'autre comme manuel sur les Observatoires : à partir des travaux présentés lors des divers ateliers de formation sur les observatoires.

7 - Discours de clôture des Journées Scientifiques